

Universités et recherche, salariés...dans la rue le 24 janvier

La question des services publics, de l'emploi public, des salaires (et pensions) qui est au cœur de l'appel unitaire à la grève du 24 janvier prend totalement sens dans le contexte de l'enseignement supérieur, de la loi LRU et de ses décrets d'application.

Mise en cause des statuts, des services, carrières totalement individualisées dans un système totalement concurrentiel, à l'opposé d'une revalorisation d'ensemble, c'est le paysage immédiat que dessine la loi LRU si nos luttes ne font pas reculer le gouvernement. Au-delà des personnels -enseignants-chercheurs, chercheurs, enseignants, BIATOSS-, les fondements des libertés scientifiques sont lourdement bafoués au profit d'une rentabilité économique de court terme ou d'objectifs idéologiques.

Les mobilisations du 24 sont décisives pour infléchir les politiques gouvernementales sur le pouvoir d'achat, sur le recrutement des fonctionnaires; elles le sont aussi comme tremplins pour nos luttes dans le supérieur et la recherche contre la LRU. Les enjeux sont considérables.

Le gouvernement entend remodeler complètement le monde des salariés du supérieur. Il veut exploiter un créneau historique lié au départ à la retraite de près de 40% des collègues dans les 5 années à venir. Son objectif, annoncé dans la LRU et ses décrets, de précariser, d'individualiser, de bafouer toutes les garanties scientifiques et collectives (et de donner des pouvoirs absolus aux présidents), est encore aggravé par les récentes propositions du rapport Attali. Pour ces "experts", désignés par le pouvoir politique, seules 10 universités seront maintenues (au sens LMD), et dans celles-ci les maîtres de conférences auraient des contrats courts (3 fois 4 ans) avant de devenir professeurs ou de perdre leur statut. Les autres établissements devenus collèges universitaires de niveau L se partageant entre le rabattage vers les premiers et des « professionnalisations » à horizon régional ! On trouve là le modèle du rapport Goulard... et l'idée de concentrer les financements pour l'immobilier universitaire vers 10 campus telle qu'avancée par N Sarkozy.

40 ans après 1968, les universitaires sont appelés à être tous dans l'action le 24 janvier 2008, et à préparer les suites à donner pour mettre en échec la loi LRU !

Le monde universitaire s'oppose au démantèlement de l'enseignement supérieur et de la recherche publics et entend obtenir la mise en œuvre de ses nombreuses propositions quant aux missions et au fonctionnement démocratique ! C'est aussi le cadre qui nous est imposé pour d'audacieuses et ambitieuses listes de rassemblement, offensives contre la LRU, présentées dans les CA convoquées dans les prochaines semaines.

Depuis juin 2007, de multiples initiatives traduisent ces mobilisations dans la durée : manifestations, pétitions, grèves, etc. Le 15 janvier dernier, la CP-CNU (Conférence Permanente des sections au Comité National des Universités), issue d'un large renouvellement lors du premier scrutin national après promulgation de la loi LRU, a porté à sa direction, et sur des orientations qui contestent la loi LRU, un grand nombre (6 sur 8) d'élus sur les listes du SNESUP.

Dans la manifestation parisienne du 24 janvier, aux côtés des salariés du public, le rendez-vous spécifique des universitaires, étudiants et chercheurs d'Ile de France, à 13 h devant Jussieu, avant de rejoindre le cortège principal, est le lieu où il faut être ! En régions, s'organiser dans des cortèges universitaires denses.

JOURNEE MONDIALE ACTION DU FORUM SOCIAL MONDIAL A PARIS : SAMEDI 26 JANVIER

→ 12 h : marche festive – Métro Ménilmontant

→ 14 h – 18 h : témoignages des luttes – Salle Olympe de Gouges, 15, rue Merlin, Paris 11ème